

**2 septembre 2015**

## Front commun, austérité/hydrocarbures et élections fédérales **Mettre la campagne dans la campagne dans la campagne**

La rentrée sonne en pleine campagne électorale fédérale pendant que se prennent des votes de grèves au sein du Front commun, en particulier à la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), et que, du côté de la lutte contre l'austérité, la mobilisation parents-professeures-gens de bonne volonté des écoles primaires et secondaires prend le relais du secteur cégeps-universités épuisé par le demi-échec du Printemps 2015 avec, en parallèle, un appel d'une coalition d'associations de parents, de syndicats de l'enseignement et de directions d'écoles pour un réinvestissement d'un milliard \$ dans le réseau public d'éducation. À cette jonction parents-enseignantes pourrait s'ajouter une tentative de l'ASSÉ de coaliser à la fin septembre « *l'ensemble des syndicats locaux dans le milieu de l'éducation ainsi que l'ensemble des associations étudiantes locales aux niveaux collégial et universitaire* ». Mais les directions de syndicats locaux se joindront-ils à l'association animatrice du Printemps 2015 surtout sans l'assentiment de leurs fédérations invitées seulement comme observatrices?

Si l'on voit s'ébaucher une jonction de la lutte contre l'austérité et de celle pour la convention collective dans le secteur de l'éducation, cette mobilisation ne semble avoir aucun lien avec la campagne électorale, à l'exception du FRAPRU qui annonce des actions le 24 septembre contre la politique du logement d'Ottawa, alors que pourtant, comme on dit, « l'argent est à Ottawa et les déficits sont à Québec » (et dans les autres provinces même dorénavant l'Alberta). Les coûteuses charges sociales, surtout pour la santé et les services sociaux, sont en effet du ressort constitutionnel des provinces. Reste qu'Ottawa participe à leur financement par ses paiements de transfert. Existe une *Coalition canadienne de la santé*, dont font partie plusieurs fédérations syndicales canadiennes et autres associations et dont est membre la *Coalition solidarité santé* du Québec. Certes, cette coalition très modérée fonctionne davantage comme une ONG lobbyiste que sur une base mobilisatrice. Son analyse et ses revendications n'en constituent pas moins un modeste point de départ surtout s'il faut agir à court terme dans le cadre de la campagne électorale.

### **Faire des transferts pour la santé et programmes sociaux un enjeu électoral majeur**

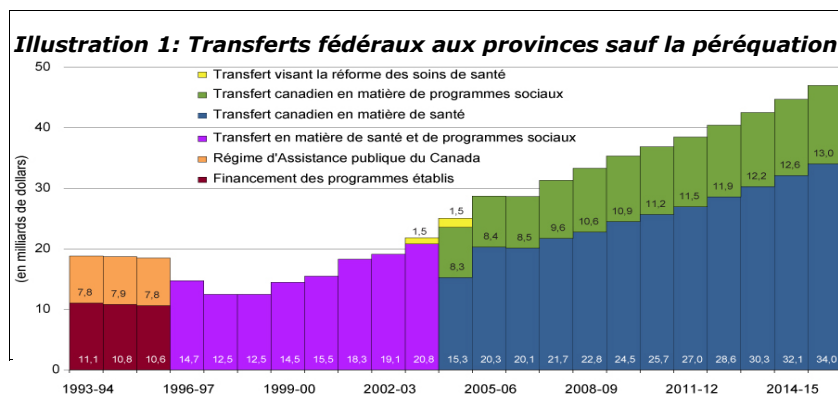
Selon la coalition canadienne, « *L'Accord [pour la santé] a joué un rôle important dans la promotion de normes nationales et a permis un financement stable à la suite des sévères compressions des années 1990. [...] Le gouvernement Harper n'a pas renouvelé l'Accord sur la santé en 2014. [...] En décembre 2011, le gouvernement Harper a annoncé des compressions majeures au Transfert canadien en matière de santé (TCS) de 36 milliards de dollars sur dix ans à compter de 2017. De plus, la part de péréquation du TCS a été éliminée en 2014, ce qui diminue les transferts d'un autre montant de 16,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.* » De cet analyse, la coalition canadienne réclame « *un régime de soins continus, qui intègre les services à domicile, les services à long terme en institution, les soins de relève ainsi que les soins palliatifs; un régime d'assurance-médicaments universel offrant un accès équitable à des médicaments sécuritaires et appropriés; et un financement adéquat et constant du gouvernement fédéral comprenant une clause d'indexation de 6 pour cent.*<sup>1</sup>

Avouons que c'est minimaliste et vague à souhait même si c'est, comme on dit, dans la bonne direction. On remarque que la composante québécoise n'a non seulement aucune représentation sur le conseil d'administration de la coalition canadienne (21 personnes) et que, si l'on se fie à ses relativement nombreux communiqués de presse depuis 2007, elle ne s'est jamais préoccupée de

---

1 Coalition canadienne de la santé, [En quoi consiste l'Accord de la santé](#), sans date

l'enjeu des transferts fédéraux. On perçoit ici la réalité des « deux solitudes » ou la défiance réciproque des deux nationalismes, l'un chauvin l'autre étroit. Il serait sans doute bon de faire quelques petits calculs au revers de l'enveloppe pour arriver à des revendications précises et audacieuses dans le cadre de la campagne électorale et soutenues par la rue. Le graphique commenté ci-contre tiré du site du Ministère fédéral des finances à la fois justifie le rattrapage et suggère une méthode de calcul. Le Bureau du directeur parlementaire du budget du gouvernement fédéral dans un rapport de 2013 démontre qu'Ottawa en a les moyens.



Partisan, le Ministère fédéral des finances publie ce tableau qui montre l'ampleur des coupures des transferts pour la santé et pour les programmes sociaux par les Libéraux durant les années 1990 et début 2000. Il a fallu une dizaine d'années pour que le montant total des transferts revienne au point de départ sans tenir compte de l'inflation et de l'augmentation de la population. Si on fait l'hypothèse que la croissance de ces transferts est adéquate depuis environ 2005, soit environ 6% l'an, il faut alors revendiquer un rattrapage semblable pour les dix années antérieures. Un calcul en termes d'intérêts composés ajusté pour l'inflation historique et pour l'augmentation de la population sur la base d'un ajustement pour partir d'un plancher de 20 milliards \$ chaque année donnerait près de deux à trois milliards \$ pour les années où le plancher était près des 20 milliards \$, comme en 1995, et de dix à quinze quand il en était éloigné, comme en 1998<sup>2</sup>. Égalisé à travers les années, le débours annuel serait probablement de 5 à 10 milliards \$ l'an, soit de un peu plus d'un milliard à un peu plus de deux milliards \$ l'an pour le Québec.

## Une réforme fiscale à l'avenant

Le gouvernement fédéral a-t-il les moyens de payer? Selon le Bureau du directeur parlementaire du budget des revenus du gouvernement fédéral, les revenus fédéraux ont baissé de deux points de pourcentage du PIB par rapport à la moyenne du dernier quart du vingtième siècle, soit de 35 milliards \$ l'an et du double en termes de dépenses étant donné la disparition du déficit<sup>3</sup>. Si on établit une moyenne revenus-dépenses, on peut dire que le fédéral pourrait imposer et dépenser 50 milliards \$ de plus l'an pour revenir à la situation prévalant avant l'ère de coupures de 1990, soit une somme de 10 à 15 milliards \$ l'an applicable au Québec dont une partie irait au rattrapage pour les paiements de transferts en santé et pour les autres programmes sociaux.

Rappelons-nous qu'au départ (1966) « le gouvernement s'engage[ait] à assumer 50 % des coûts des régimes d'assurance maladie provinciaux et territoriaux. »<sup>4</sup> Quant est-il aujourd'hui? Selon le

2 Pour un rattrapage sur dix ans, il faut donc la première année un rattrapage d'environ 20 milliards \$ de 1995 X 6% plus la différence entre le montant réel de 1995 et 20 milliards \$ le cas échéant, la deuxième année d'environ (20G \$ X 1.06) de 1996 X 6% plus la différence entre le montant réel de 1996 et 20 milliards \$ le cas échéant, et ainsi de suite pour chacune des huit années suivantes. On peut bien sûr argumenter à propos de la faiblesse du taux de croissance.

3 Bureau du directeur parlementaire du budget, [Rapport sur la viabilité financière de 2013](#), 09/13, figures 4.1 et 4.2

4 Coalition solidarité santé, [Le financement fédéral de la santé : faits saillants](#), 2009

rapport cité du Bureau du directeur parlementaire du budget, on en est en 2012 à 20% (figure 5.5) et les décisions fédérales enlignent le ratio vers 15% et même ultimement 10%. On serait tout à fait justifiés à exiger un rattrapage bien plus important que seulement pour effacer le trou des Libéraux des années 1990. On le serait d'autant plus que dans son rapport cité, le Directeur parlementaire du budget admet que si on projette sur quelques dizaines d'années les déséquilibres budgétaires actuels, le gouvernement fédéral se dirige vers une suite d'importants surplus supprimant sa dette nette en faveur de prêts nets (figure 7.1) pendant que les provinces foncent dans le mur d'une dette nette titanesque (figure 7.2). C'est là une claire invitation à une austérité permanente de la part des provinces sous la houlette d'un gouvernement fédéral donnant de temps à autre des suçons aux bons élèves.

## **La mobilisation de la rue contre tous les partis fédéraux**

Voilà du pain sur la planche pour la Coalition mains rouges si elle voulait produire une réforme fiscale de 10 milliards \$ envers Ottawa, semblable à celle qu'elle a produite vis-à-vis Québec<sup>5</sup>. Voilà une autre flèche, en plus de celle de la critique pro-oléoduc Énergie-est de Trans-Canada par tous les partis fédéraux, que pourrait lancer Québec solidaire pour mettre au pied du mur tous les partis fédéraux. Mais toutes ces critiques et revendications à l'avenant ne pèseraient pas lourd sans un soutien de la rue d'autant plus qu'il y a absence de soutien électoral. Ce soutien pourrait surgir ce 3 octobre, soit deux semaines avant le jour des élections, quand le le Front commun va mobiliser tous ses membres pour une manifestation monstre à Montréal où il invite toute la population. Voilà une occasion rêvée de mettre de l'avant envers tous les partis fédéraux des revendications précises et ambitieuses en rapport direct avec les revendications syndicales, c'est-à-dire celles concernant les transferts pour la santé et pour les autres programmes sociaux.

Mais comment forcer les partis à s'exécuter étant donné qu'il n'y pas de partis anticapitalistes ni même réformistes radicaux crédibles qui contestent l'élection ce qui fait de cette campagne un théâtre de l'absurde que Beckett n'aurait pas renié? Comment profiter de leur vulnérabilité au moment où ils sollicitent l'électorat d'autant plus que les sondages donnent les trois principaux partis presque au coude-à-coude? Comme il est inutile d'espérer quoi que ce soit des Conservateurs, qui ont l'honnêteté d'avoir le discours de leur politique<sup>6</sup>, et que le Bloc est prêt à promettre n'importe quoi pour ne pas disparaître, quoique furent les politiques réellement existantes du PQ contredisant ses promesses, pourquoi ne pas exercer envers les Libéraux et le NPD, qui tiennent un discours mensonger de gauche<sup>7</sup>, un gigantesque chantage populaire : Vous dites oui à nos revendications précises et chiffrées en termes de transferts ou bien on appelle à l'annulation pro-actif du vote. Lorsque le très jeune Michel Chartand demandait à sa mère pour qui voter, racontait-il, elle lui répondait : « Comme ces gens « biens » veulent tous ton « bien », mets des croix partout!

**Marc Bonhomme, 2 septembre 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

5 Coalition mains rouges, [Solutions fiscales](#)

6 Il n'empêche que la crise de 2007-2008 (et l'accord fédéral-provincial de 2004-2014 sur les paiements de transferts) a forcé les Conservateurs à renier leur dogme de l'équilibre budgétaire pour mieux se venger sur le dos des fonctionnaires et des autochtones (reniement de l'accord de Kelowna) et masquer leur volte-face et leur impuissance par une surdose de conservatisme moral sur le dos des femmes, surtout autochtones, des immigrants, surtout non blancs, des prisonniers, aussi surtout autochtones, sans compter de vengeresses lois répressives.

7 Il est pathétique de constater le jeu du balancier du NPD entre son populisme de gauche et sa volonté de prouver à Bay Street qu'il est prêt à gouverner au point de garantir un immédiat équilibre budgétaire en pleine récession. Il n'en est pas moins grotesque de voir les Libéraux ressusciter des morts l'ancien Ministre des finances puis Premier ministre qui détient la palme des coupures, au point de faire paraître les Conservateurs comme des sociaux-démocrates, pour promettre des dépenses générant un déficit.